Bulletin d'histoire politique

Arlette Corcos, Montréal, les Juifs et l'école, Septentrion, Sillery, 1997

Robert Gagnon

Volume 6, numéro 2, hiver 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063660ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063660ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, R. (1998). Compte rendu de [Arlette Corcos, Montréal, les Juifs et l'école, Septentrion, Sillery, 1997]. *Bulletin d'histoire politique*, 6(2), 158–160.
<https://doi.org/10.7202/1063660ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**Arlette Corcos, *Montréal, les Juifs et l'école*,
Septentrion, Sillery, 1997.**

De toutes les communautés culturelles qui ont immigré au Québec depuis le XIXe siècle, la communauté juive est probablement celle qui a été la plus étudiée par les historiens. Les travaux de Pierre Anctil, Jacques Langlais, Denis Vaugois et David Rome nous ont permis de mieux comprendre cette communauté et les rapports particuliers qu'elle a entretenus avec la société québécoise. Bien que la question de l'instruction des Juifs ait été abordée par certains historiens, il manquait cependant un ouvrage qui traite plus spécifiquement de ce sujet. Le livre d'Arlette Corcos, *Montréal, les Juifs et l'école*, comble maintenant cette lacune.

Le livre de Corcos est divisé en trois grandes parties. Après un premier segment qui se veut un survol de l'histoire de la formation de la communauté juive au Québec, l'auteure plonge dans le vif du sujet, les Juifs et l'école publique. Elle tente principalement d'expliquer pourquoi les Juifs — qui ne possèdent pas de statut juridique en tant que groupe religieux et doivent donc envoyer leurs enfants dans une école d'une commission scolaire catholique ou protestante — ont opté pour l'école protestante et ont choisi ainsi de s'intégrer à la communauté anglophone.

Pour Corcos, ce choix s'explique par le fait que la communauté juive, qui vit à Montréal au moment de la mise en place des structures scolaires, est principalement formée de descendants des premières familles venues d'Angleterre ou des colonies britanniques. Linguistiquement et culturellement, ils étaient ainsi plus proches de la communauté anglophone de Montréal. Or, la grande vague d'immigration juive au Canada, qui s'amorce dans le dernier quart du XIXe siècle et s'intensifie au début du XXe, est surtout composée de Juifs d'Europe de l'Est, donc étrangers à la culture britannique. Selon, Corcos, ces nouveaux immigrants sont pris en main par la communauté juive déjà établie «qui se charge des négociations concernant la scolarisation de tous les enfants juifs.» (p. 148). Finalement, selon l'auteur, «le choix de la langue anglaise s'explique également par les contacts que les Juifs de Montréal entretenaient, tant sur le plan familial et communautaire que sur le plan commercial, avec les Juifs des États-Unis et avec ceux de Londres.» (p. 148).

Après avoir expliqué ce choix de la communauté juive, l'auteur analyse les relations tendues entre les dirigeants de la Commission protestante et les

représentants de la communauté juive. La cohabitation est loin d'avoir été harmonieuse entre les deux groupes religieux. Jusque dans les années 1960, la Commission protestante refusera toujours «d'accorder aux Juifs autre chose que de fréquenter ses écoles.» (p. 149). Même si, au début des années 1920, les enfants juifs représentent près de 40% des enfants dans les écoles protestantes, les parents Juifs ne pourront participer aucunement à la gestion de ces écoles. La controverse entre protestants et juifs mène à la loi scolaire de 1930 qui autorise la création d'une commission des écoles juives de Montréal. Cette saga, qui débute dans les années 1920 et se termine dans les années 1930, est longuement analysée par l'auteure qui décortique assez habilement le multiples enjeux liés à la création d'une troisième commission scolaire confessionnelle à Montréal.

Dans la troisième partie, l'auteure fait l'historique des nombreuses écoles juives du secteur privé qui, entre 1863 et aujourd'hui, ont contribué à l'instruction de milliers d'enfants de confession judaïque. Cette dernière partie, riche en information, nous éclaire sur la grande diversité des courants idéologiques qui traversent la communauté juive de la région de Montréal.

La division en trois parties thématiques engendre plusieurs redondances qui auraient pu être évitées grâce à un travail de révision plus serré. De plus, l'absence d'index vaut d'être signalée puisqu'il s'agit d'une lacune majeure pour ce type d'ouvrage appelé à être utilisé par bon nombre d'historiens. Comme les thèses principales de l'étude d'Arlette Corcos sont présentées dans la deuxième partie, je concentrerai ma critique sur cette section importante du livre.

Sur la question de l'intégration des Juifs à la communauté anglophone, il me semble que l'auteure est passée à côté d'un point important qui explique aussi cette réalité historique. Les protestants constituaient à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, un groupe beaucoup plus riche que les catholiques. Comme le prélèvement de la taxe scolaire s'est fait pendant cent ans selon l'appartenance religieuse, les catholiques ont reçu tout au long de cette période une part beaucoup moindre des deniers publics que les protestants qui ont ainsi mieux rémunéré leurs enseignants, ont construit relativement plus d'écoles et les ont mieux équipées. N'est-ce pas une raison supplémentaire pour une communauté non chrétienne de choisir de s'intégrer au système scolaire protestant plutôt qu'au catholique?

C'est du moins ce que nous croyons et ce que nous révèle assez clairement l'épisode de la cohabitation entre juifs et catholiques à la fin du siècle

dernier, alors que la Corporation des Juifs portugais et espagnols (Shéarith Israël) signait une entente avec la Commission des écoles catholiques de Montréal. Cette communauté juive avait tout d'abord choisi de payer ses taxes à la Commission scolaire protestante. L'école de la Congrégation portugaise était donc sous contrôle de cette commission scolaire. Dans les années 1880, l'arrivée des Juifs allemands et polonais beaucoup plus pauvres va faire en sorte que cette école subit une augmentation importante d'élèves. Or, cette école continuera à être principalement subventionnée par les taxes des Juifs portugais plus riches mais dont les enfants sont moins nombreux que ceux des Juifs polonais et allemands (pauvres et pour la plupart non propriétaires). Pour assurer de meilleures conditions d'enseignement à leurs enfants, les Juifs portugais concluent alors une entente avec la Commission catholique qui les accueille aussitôt en leur garantissant que leurs taxes serviront à subventionner leur école. David Rome a longuement analysé cette histoire dans son étude *The Drama of our Early education*, (que l'on ne retrouve malheureusement pas dans la bibliographie du livre de Corcos). Arlette Corcos a ainsi raté complètement l'un des enjeux primordiaux de cet épisode (le mode particulier de financement des écoles à Montréal) qu'elle raconte en omettant de mentionner pourquoi cette communauté s'est retrouvée chez les catholiques.

En ce qui concerne la multiplicité d'écoles privées juives, l'auteure montre bien l'existence d'une multitude de courants idéologiques et religieux qui explique dans une grande mesure la grande hétérogénéité de ces écoles. Selon nous, l'importance du nombre de ces écoles s'explique également par le fait que la communauté juive est l'une des plus riches communautés culturelles de Montréal. Dans son chapitre sur les mouvements scolaires juifs à Montréal, Corcos fait d'ailleurs état des nombreuses campagnes de levée de fonds qui, dès les premières décennies du siècle, sont à l'origine de l'éclosion de nombreuses écoles privées juives. Or, il n'est nullement question dans le livre de Corcos de cette donnée sociologique qui a puissamment contribué à la multiplicité des écoles privées juives et qui fait en sorte qu'«actuellement la population de ces écoles totalise plus du double de l'effectif juif des écoles protestantes de Montréal.» (p. 253).

Nonobstant ces critiques de fond, l'ouvrage d'Arlette Corcos reste une étude assez exhaustive de l'histoire de l'instruction des Juifs à Montréal qui apporte bon nombre d'éléments nouveaux à l'historiographie. Il reste à espérer que d'autres communautés culturelles feront l'objet d'une même analyse.

Robert Gagnon
département d'histoire, UQAM